

CHAPITRE 7 – L’Afrique australe : un espace en profonde mutation

Dossier : Le diamant, une ressource naturelle stratégique

(p. 194-195)

Doc 2 p. 194 : L’Afrique australe, « Afrique des mines »

C’est sur la richesse minière qu’est fondée l’économie de la Namibie, du Botswana, du Zimbabwe et largement de l’Afrique du Sud. Seuls trois pays sont restés longtemps mal dotés en richesses minières : le Mozambique, le Lesotho (où l’extraction de diamant est restée jusqu’à récemment une activité artisanale) et le Swaziland [Eswatini]. [...]

Le rôle de la mine dans la région est cependant loin d’être seulement économique, il a été global sur l’histoire, la culture et l’organisation spatiale du sous-continent. La colonisation, surtout britannique, avait pour objectif majeur le contrôle des mines de diamants et d’or. [...] C’est à partir des mines, pour les approvisionner en matériaux et main-d’œuvre et exporter leurs productions, que les Britanniques ont développé le réseau ferroviaire qui est resté le plus achevé du continent. C’est aussi sur la base de la localisation des richesses minières que s’est fait le découpage interne à chaque pays entre terres blanches et réserves africaines. [...] Enfin, c’est sur les mines que s’est fondé le développement industriel qui fait de l’Afrique australe un cas particulier en Afrique.

Philippe Gervais-Lambony, L’Afrique du Sud et les États voisins, ©

Armand Colin, 2013.

Doc 4 p. 195 : Les limites sociales et environnementales de l'extraction de diamants au Zimbabwe

a. Les conséquences sociales dans la région de Marange

Vers 2005, un important gisement de diamants est découvert à l'est du Zimbabwe, près de Mutare. [...] L'armée impose à des creuseurs de travailler à sa solde et organise la contrebande des pierres qui s'écoulent vers le Mozambique, pays voisin. Face à la très forte mobilisation des ONG, la certification du pays au Processus de Kimberley est remise en cause. Un embargo se met en place.

Cependant, sous la pression du gouvernement zimbabwéen et des partenaires économiques, comme l'Inde ou la Chine, le commerce reprend « légalement » en 2011. [...] Le gouvernement ferme les yeux sur les témoignages de travail forcé, de viols et de tortures, ainsi que sur les accusations de participation de hauts dignitaires aux exactions et à la contrebande.

État des lieux des conséquences graves de l'exploitation minière,
Association ISF SystExt [en ligne], 2016.

b. Les conséquences environnementales dans la région de Chiadzwa

La destruction de l'environnement causée par l'extraction minière a été bien documentée par un rapport de la Zimbabwe Environmental Law Association qui a révélé une pollution étendue aux produits chimiques et métaux lourds, dont des traces avérées de chrome et de nickel, tous deux potentiellement cancérigènes. L'eau des rivières locales, auparavant utilisée pour boire, provoque désormais des démangeaisons au contact de la peau. Une coalition de communautés locales et de groupes communautaires s'est formée pour demander au gouvernement et à la Zimbabwe Consolidated Diamond Company de changer leurs méthodes [d'extraction].

Evidence Chenjerai, « Zimbabweans Clash with Diamond Mining Interests over Pollution and Other Blight », Global Press Journal, 6 février 2017.

Dossier : Les parcs nationaux d'Afrique australe (p. 196-197)

Doc 2 p. 196 : Objectifs et limites des parcs transfrontaliers

Ces parcs [transfrontaliers] ont des objectifs multiples : protéger la biodiversité, permettre le développement des communautés qui y vivent et garantir la paix entre les nations. En Afrique du Sud, ces projets ont été soutenus par des personnalités influentes, des entreprises, des organisations de défense de l'environnement ainsi que par certains des plus hauts représentants du pays, à commencer par Nelson Mandela¹ lui-même. [...]

Le Kruger, situé au cœur du parc transfrontalier du Grand Limpopo reliant l'Afrique du Sud au Zimbabwe et au Mozambique, a longtemps été le symbole des parcs de la paix en Afrique du Sud. Mais l'actuelle crise du braconnage [de rhinocéros] met en péril ce projet. [...] On a assisté ces dernières années à une escalade de la violence armée entre militaires et braconniers. [...] Une situation particulièrement inquiétante concerne les communautés vivant à proximité du Kruger et qui se retrouvent directement affectées par les opérations d'antibraconnage. En outre, les opérations contre le braconnage les privent d'un accès à certaines ressources naturelles essentielles.

Les stratégies mises en place pour sauver les rhinocéros et les parcs de la paix conduisent à une sorte d'état de guerre. Cette réalité est particulièrement tragique pour les communautés locales. Pour elles, les opportunités de développement paraissent aujourd'hui de plus en plus compromises.

Bram Büscher et Maano Ramutsindela, « Situation explosive dans les “parcs de la paix” sud-africains », The Conversation, 22 février 2016.

1. Nelson Mandela, président de l’Afrique du Sud de 1994 à 1999, est une grande figure de la lutte contre l’apartheid (→ voir p. 260).

Doc 4 p. 197 : Des safaris écoresponsables dans les parcs du Botswana

Avec plus d'un tiers de son territoire protégé, le Botswana est la star africaine du tourisme durable. [...] Le Botswana a choisi de miser sur un tourisme très haut de gamme, exclusif et responsable, selon la logique « revenu élevé, faible impact ». Comme au royaume du Bhoutan en Asie, le tourisme de masse est évité en limitant le nombre de visiteurs grâce aux quotas dans les camps et en ciblant des voyageurs fortunés. [...] Dès 2009, le Botswana met en place un système de certification touristique encourageant les initiatives responsables selon des critères très stricts, supérieurs aux normes internationales en vigueur. En 2014, la chasse est interdite, de même que la chasse aux trophées, abondamment rémunérée par des clients étrangers. [...]

[Mais] tout n'est pas parfait au Botswana, loin de là.

Comme beaucoup de peuples nomades, les Bushmen du Botswana dérangent. Dans les années 1980, pour assurer l'exploitation des mines de diamants, l'ethnie a été chassée de son territoire ancestral par les autorités. L'ONG Survival International, qui se consacre à la défense des peuples indigènes dans le monde, rapporte que « privés de chasse et déplacés dans des villages où sévissent alcoolisme et dépression, ils sont méprisés par le gouvernement qui les considère comme primitifs ». Ils forment pourtant l'un des plus anciens peuples toujours existants. Certains Bushmen réussissent à s'adapter à cette nouvelle réalité, en devenant guide touristique par exemple. [...] Le tourisme semble être la meilleure façon de contribuer à la survie de leur communauté et de ses traditions.

« Au pays de l'Okavango, le prix du safari responsable », TV5MONDE [en ligne], 14 septembre 2017.

Dossier : L'électricité : un enjeu de développement (p. 198-199)

Doc 3 p. 198 : Le potentiel électrique du Mozambique

« Entre le gaz, l'hydraulique, le charbon, le solaire, on a le plus grand potentiel énergétique d'Afrique ! » Isaias Rabeca [administrateur d'Electricidade de Moçambique (EDM), la compagnie d'État] égrène tous les projets de génération électrique à venir. Barrages, centrales thermiques ou à gaz, fermes solaires, éoliennes : il y en a pour tous les goûts. Ne manquent plus que les financements, plus difficilement mobilisables [...].

Pour l'instant, les projets d'énergie les plus ambitieux sont hydroélectriques¹. « Pour le seul fleuve Zambèze, le potentiel est de 6 000 mégawatts (MW), soit sept fois la consommation actuelle du Mozambique », affirme M. Rabeca. Le gouvernement compte y construire cinq barrages. Situé à 60 km en aval du gigantesque site de Cahora Bassa, le projet de Mphanda Nkuwa est ainsi dans les tuyaux du gouvernement depuis deux décennies. [...] Mais, depuis, le projet a rencontré une vive opposition des groupes écologistes. [...] La construction impliquerait le déplacement de plusieurs milliers de personnes pour un très faible bénéfice aux populations locales. L'impact du changement de flux du fleuve en aval serait notamment dévastateur pour les agriculteurs. [...] En attendant un feu vert définitif, EDM regarde de plus en plus vers les énergies fossiles.

Adrien Barbier, « Le Mozambique, future "pile électrique" de l'Afrique ? »,
Le Monde Afrique, 17 mai 2016.

1. L'hydroélectricité est produite par l'énergie hydraulique, qui provient de la force des eaux.

Doc 5 p. 249 : Électrification et développement au Lesotho

L'électricité est longtemps restée un rêve impossible dans la plupart des zones rurales du Lesotho. « La vie était difficile, reconnaît Mme Atang Seoa, commerçante du village de Seong-Hong, dans l'Est du pays. Les clients venaient à la nuit tombée et la lumière des bougies ne suffisait pas. » « Notre village était dans la pénombre, ajoute Mhatabang Hlekiso, mère de cinq enfants. Nous n'avions pas toujours de quoi acheter de la paraffine¹ pour les lampes. Nous ne pouvions pas recharger nos téléphones, nous ne pouvions pas envoyer de messages urgents. Les enfants avaient du mal à étudier. »

Seuls 28 % des deux millions d'habitants du Lesotho ont accès à l'électricité, et, dans les zones rurales isolées des réseaux routier et énergétique, seulement 5 %. Or, le pays a d'énormes ressources en termes d'énergie renouvelable, comme le vent, le soleil ou l'eau.

Pour fournir de l'électricité bon marché aux villages reculés, le PNUD a lancé un projet d'électrification rurale en partenariat avec le gouvernement. [...]

Par exemple, le village de Matsoaing a bénéficié d'un projet d'irrigation à l'énergie solaire, alors que jusque-là, cette communauté agricole utilisait une pompe à eau fonctionnant au diesel. [...]

« Des panneaux solaires illuminent les campagnes du Lesotho »,
Programme des Nations unies pour le développement, www.unpd.com,
2015.

1. Substance issue du pétrole, utilisée notamment pour la fabrication de bougies.

Dossier : Villes et inégalités en Afrique australe (p. 250-251)

Doc 3 p. 250 : Développement et inégalités urbaines en Afrique australe

La proportion de citoyens vivant dans des taudis ou bidonvilles a beau être, en Afrique australe, moins forte qu'ailleurs sur le continent (l'Angola, le Mozambique et la Zambie faisant exception), les démarches d'urbanisme sont aux prises avec le même type de problématique : étalement urbain, forte pénurie de logements, pauvreté et inégalité, ségrégation ; prolifération des taudis et établissements informels dans le centre ou à la périphérie ; ainsi que les carences des infrastructures et des services.

Ces phénomènes ont, à leur tour, des répercussions pour les régimes actuels de gouvernance urbaine dans la sous-région. Il s'agit de garantir la participation démocratique, de lutter contre la pauvreté et les inégalités, d'améliorer l'offre de services urbains, de lutter contre la ségrégation, la xénophobie et le ressentiment contre les immigrés, de faire face à l'agitation à l'échelon local, de parvenir à un certain degré de cohésion entre les systèmes formels et informels¹ de gouvernance, de commerce et de services (par exemple, les transports).

L'État des villes africaines 2014, Réinventer la transition urbaine, ONU-Habitat.

1. Le système informel désigne des activités ou des pratiques qui s'exercent hors des règles et du cadre institutionnel, contrairement au système formel.

Doc 5 p. 251 : La gentrification de Johannesburg : vers de nouvelles inégalités ?

Pour Melissa Tandiwe Myambo, chercheuse à l'université de Johannesburg, les « villes monde » sont en réalité des fabriques d'inégalités spatiales, à mesure que le processus de gentrification¹ des villes déplace les habitants. Elle cite l'exemple d'un quartier de Johannesburg, nommé Maboneng, qu'elle a visité... [...] Ce quartier, explique-t-elle, a émergé dans une banlieue ouvrière de Johannesburg, et il s'est développé très rapidement depuis 2009. Mais alors que ses environs sont encore largement occupés par une population noire à bas revenu, Maboneng est devenu une sorte de micro-espace, avec ses bars, ses restaurants branchés, ses espaces de travail créatifs, ou ses lofts. Cette gentrification qui est à l'œuvre dans les grandes villes [...] a pour effet, nous dit l'auteur, de repousser les habitants les moins aisés vers la périphérie en quête de logements abordables. Pour Melissa Tandiwe Myambo on est en train de créer [...] un nouveau type d'apartheid qui, selon elle, ne repose plus sur des causes raciales, mais qui aboutit à une ségrégation socio-économique marginalisant les classes les plus pauvres.

« Les villes intelligentes », Affaires étrangères, France Culture, 17 juin 2017.

1. Gentrification : processus de rénovation d'un quartier populaire qui s'accompagne du retour ou de l'arrivée des classes aisées.

Dossier : Exils et migrations (p. 252-253)

Doc 2 p. 252 : Les migrations rurales en Afrique du Sud

Avant 1994¹, la forme de migration dominante en Afrique du Sud était caractérisée par des migrations temporaires de main-d'œuvre : des hommes d'origine rurale, principalement des Africains noirs, fournissant leur force de travail à l'industrie minière [...]. Ceux-ci laissaient leurs familles derrière eux, du fait des restrictions de déplacement imposées par les lois de l'apartheid, avec des conséquences désastreuses sur le développement local.

Avec la fin de ces restrictions, l'Afrique du Sud post-apartheid a connu un immense processus de migration interne. [...]

Malgré les progrès réalisés en termes d'infrastructures et de services, de nombreuses communautés rurales sont sous-équipées (eau, électricité, routes viables) et font face à un accès très inégal aux services (santé et éducation). [...] La recherche d'un emploi ou d'une activité génératrice de revenus est un des principaux moteurs de la migration rurale vers les bourgs et les villes de la même province ou d'une autre province. [...]

Cependant, même lorsqu'ils sont engagés dans une migration à long terme, les migrants restent connectés à leurs localités rurales d'origine. Ils envoient des fonds contribuant ainsi aux moyens d'existence en milieu rural et restent intégrés dans les réseaux sociaux. Ces liens facilitent la migration de retour (notamment celle des migrants plus âgés).

S. Mercandalli et B. Losch, Une Afrique rurale en mouvement. Dynamiques et facteurs des migrations au sud du Sahara, FAO et CIRAD, 2018.

1. 1994 : fin de l'apartheid en Afrique du Sud → voir p. 260

Doc 4 p. 253 : Des émeutes anti-migrants en Afrique du Sud ?

On commémorait cette semaine les dix ans des violences xénophobes de 2008, dans lesquelles 62 étrangers avaient trouvé la mort et plusieurs milliers avaient été déplacés. À Durban, dans la province du Kwazulu-Natal, les tensions entre Sud-Africains et migrants se sont réveillées ces derniers jours. Une situation qui pourrait s'embraser rapidement mais que le gouvernement tente, tant bien que mal, de contenir.

Dimanche dernier, dans trois townships¹ du nord de Durban, une association de businessmen sudafricains a posé un ultimatum aux commerçants étrangers, majoritairement somaliens et éthiopiens : fermer boutique avant le jeudi 17 mai, sous peine de représailles physiques. Selon eux, les commerçants étrangers travailleraient dans l'illégalité et contourneraient l'impôt. [...]

Marc Gbaffou, président de l'association African Diaspora Forum, qui représente la diaspora africaine, dénonce un climat de xénophobie persistant : « Ce n'est pas seulement contre les commerçants, c'est en général contre les étrangers au Kwazulu-Natal. Depuis plusieurs semaines, les migrants africains ont été menacés par les locaux, c'est une xénophobie montante, dans les écoles, à la police, dans les banques... En 2008, 62 migrants ont été tués, personne n'a été arrêté, jugé, condamné. » [...] La province du Kwazulu-Natal est connue pour ses fièvres xénophobes, comme en 2015, lorsque le roi zoulou en personne avait demandé aux étrangers de plier bagages et de rentrer chez eux.

« Afrique du Sud : poussée de fièvre anti-migrants près de Durban »,

www.rfi.fr, 20 mai 2018.

Cours : Des milieux à valoriser et à ménager (p. 258-259)

Comment les milieux et leurs ressources sont-ils exploités en Afrique australe ?

1 - Des milieux entre unité et diversité

L'Afrique australe présente une certaine unité topographique. Entre océans Atlantique et Indien, elle rassemble les territoires de l'Afrique du Sud et de ses pays voisins (Lesotho, Eswatini, Namibie, Botswana, Zimbabwe et Mozambique). Une grande partie de la superficie régionale (3,9 millions de km²) est couverte par les hauts plateaux (plus de 1 000 m). Seuls le Grand Escarpement (longue chaîne de montagnes parallèle au littoral qui atteint presque 3 500 m dans le Drakensberg) et quelques plaines littorales (Mozambique) rompent cette impression d'homogénéité.

Les conditions climatiques contribuent aussi à l'unité régionale. L'Afrique australe est globalement sèche, notamment sur les plateaux de l'intérieur. L'aridité domine à l'ouest (déserts du Namib et du Kalahari). Les littoraux de la façade orientale sont plus arrosés, de même que le Drakensberg, véritable montagne château d'eau où plusieurs cours d'eau prennent leur source (Orange, Vaal).

Malgré cette unité, les milieux présentent une réelle diversité. La zone tropicale sèche de l'intérieur est dominée par le veld. Elle laisse la place à une savane sèche vers l'ouest (Botswana, Namibie) et une forêt claire au nord (Zimbabwe). Le Drakensberg présente des forêts humides du fait de l'altitude. Les littoraux sont tout aussi variés : immenses dunes des déserts côtiers en Namibie, végétation méditerranéenne et côtes à falaises au sud (cap des Aiguilles, cap de Bonne-Espérance), côte basse et sableuse où alternent récifs coralliens et mangrove au Mozambique.

2 - Des ressources abondantes et exploitées

Les faibles contraintes topographiques ont favorisé le peuplement. Historiquement, l'horizontalité du veld, qui offre peu d'obstacles à la circulation, avait facilité les colonisations hollandaise et britannique. Elle favorise aujourd'hui l'étalement urbain. L'absence de certaines maladies tropicales (trypanosomiase) sur les hauts plateaux explique aussi que certaines métropoles se trouvent à des altitudes assez élevées : 1700 m pour Johannesburg et Windhoek, 1 500 m pour Harare et Pretoria, 1 000 m pour Gaborone.

Les ressources minières sont plus abondantes que sur le reste du continent. L'exploitation de l'or a marqué le début de l'extraction minière en Afrique australe, en particulier dans le Rand (Afrique du Sud) et le Grand Dyke (Zimbabwe). Les réserves de minerais sont abondantes (chrome, platine et uranium en Afrique du Sud) de même que celles de diamants (Botswana, Namibie). Les ressources énergétiques aussi sont variées : charbon (Afrique du Sud), hydroélectricité et gaz (Mozambique).

La diversité des milieux constitue également une ressource. Les littoraux offrent un fort potentiel de développement : aménagements portuaires en lien avec de grandes routes maritimes (Afrique du Sud), ressources halieutiques (Namibie), plages propices au tourisme balnéaire (Mozambique). Les savanes intérieures, d'une grande richesse faunistique (grands mammifères), présentent aussi un fort intérêt touristique (parcs nationaux)

3 - Des sociétés face aux enjeux de la durabilité

Les risques naturels sont moins marqués que dans le reste de l'Afrique. Cependant, ils tendent à se renforcer avec le changement climatique. Les cyclones frappent régulièrement le littoral du Mozambique qui connaît aussi de longues périodes d'inondations. C'est aussi le cas au Zimbabwe où elles s'accompagnent souvent d'épidémies (choléra). Les sécheresses se montrent aussi plus fréquentes et affectent surtout l'Afrique du Sud (région du Cap en 2018).

La protection des milieux joue un rôle à la fois environnemental, économique et politique. L'Afrique australe possède des parcs nationaux parmi les plus vastes au monde. Jusqu'aux années 1990, certains servaient de zones tampons entre États rivaux (Angola/Namibie, Mozambique/Afrique du Sud). Avec le retour de la paix, ils ont parfois été transformés en parcs transfrontaliers pour promouvoir l'intégration régionale grâce à la préservation des espèces et au développement touristique (Great Limpopo Transfrontier Park).

La gestion de l'eau représente un enjeu géopolitique majeur. Paradoxalement, c'est dans les pays naturellement les mieux dotés en eau (Lesotho, Mozambique) que l'accès à la ressource est le plus limité en raison de la pauvreté. L'État sud-africain a aménagé des infrastructures permettant d'acheminer une partie de la ressource vers son territoire (hydroélectricité du Mozambique, transferts d'eau en provenance du Lesotho). Cette « hydro-hégémonie » reflète des disparités de puissance et de développement entre l'Afrique du Sud et les États voisins.

Cours : Les défis de la transition et du développement pour des pays inégalement développés (p.260-261)

Quelles sont les conséquences socio-spatiales de la transition post-coloniale et post-apartheid ?

1 - Des transitions aux rythmes différenciés

L'Afrique australe a connu de profondes transitions politiques à la fin du XX^e siècle. Les indépendances du Zimbabwe (1965), du Botswana et du Lesotho (1968), de l'Eswatini (ex-Swaziland, en 1968), du Mozambique (1975) et de la Namibie (1990) ont été tardives. L'Afrique du Sud a aboli en 1991 le régime d'apartheid établi en 1948 et s'est engagée sur la voie de la démocratie. Depuis les années 1980-1990, l'Afrique du Sud, la Namibie et le Zimbabwe ont connu la fin de la ségrégation tandis qu'au Mozambique la paix demeure précaire malgré la fin de la guerre civile (1977-1992).

La transition économique s'est faite à un rythme plus modéré. L'adoption du capitalisme a renforcé l'intégration des pays d'Afrique australe à l'économie mondiale mais au prix de profondes réformes économiques (baisse des dépenses publiques). L'émergence de l'Afrique du Sud agit comme un moteur pour la région (flux de migrants, de capitaux, de touristes) mais son attractivité pour les IDE (38^e rang mondial) est limitée par la corruption, la bureaucratie, la criminalité et les coupures d'électricité.

La transition s'avère encore plus lente sur le plan démographique et social. Le modèle de la transition démographique s'applique difficilement à l'Afrique australe (111 millions d'habitants en 2011), en raison de l'augmentation brutale de la mortalité liée à l'épidémie du sida. Le Lesotho et l'Eswatini enregistrent la plus faible espérance de vie au monde (49 ans) et le plus fort taux de malades du sida (plus de 25 % de la population). La croissance démographique ralentit, sauf au Mozambique et au Zimbabwe où elle se poursuit à un rythme soutenu.

2 - Des trajectoires de développement différenciées

L'Afrique du Sud fait partie des BRICS et domine l'économie régionale. Ses ressources minières ont favorisé le développement de l'industrie et du réseau ferré et portuaire (Richards Bay, Durban) qui en font l'interface de la région avec le reste du monde. L'émergence du pays se caractérise aussi par l'internationalisation de ses entreprises, implantées sur tout le continent : Standard Bank (banque), Sasol (chimie), MTN (téléphonie), Shoprite (distribution).

Le développement de la Namibie, du Botswana et du Zimbabwe repose sur la rente minière. L'exploitation des diamants a permis à la Namibie et au Botswana de financer des politiques sociales. Le niveau de vie y est plus élevé que dans les pays voisins et la mortalité infantile la plus faible du continent. Riche en minerais (platine, chrome), le Zimbabwe fut aussi un exportateur de maïs jusqu'à ce qu'une réforme agraire (2000) chasse les agriculteurs blancs du pays, contribuant à l'effondrement de son économie.

Les autres États figurent parmi les plus pauvres de la planète. Pays enclavés peu pourvus en ressources, le Lesotho et l’Eswatini dépendent des pays voisins. À l’inverse, le Mozambique bénéficie d’une large ouverture sur l’océan où d’immenses gisements de gaz ont été découverts. Le pays suscite la convoitise des grandes puissances, ce qui se traduit par l’accaparement de terres.

3 - Des inégalités et une ségrégation persistantes

La décolonisation et la fin de l’apartheid ont favorisé la justice sociale. En Afrique du Sud et en Namibie, depuis la fin de l’apartheid, les politiques sociales ont permis de nets progrès dans l’accès à l’eau potable, au logement et à l’électricité. Les politiques en faveur des populations noires ont contribué au développement de la classe moyenne africaine et à l’apparition d’une élite économique, surnommée les « Black Diamonds ».

Les héritages du colonialisme et de l’apartheid marquent encore les territoires. Dans les trois anciens pays ségrégationnistes, les townships restent des quartiers majoritairement noirs et pauvres (Soweto et Alexandra à Johannesburg). En Afrique du Sud, les Blancs (8 % de la population) possèdent encore 72 % des terres agricoles contre 4 % pour les Noirs (81 % de la population). Cette situation caractérise aussi la Namibie.

Les pays d'Afrique australe sont les plus inégalitaires de la planète. En Afrique du Sud, les revenus des Noirs restent cinq fois plus faibles que ceux des Blancs, généralement plus diplômés. Ils doivent aussi faire face aux prix de l'immobilier qui les contraignent à résider loin de leur travail. Les inégalités, alliées aux drames de l'apartheid, ont généré une culture de la violence : le taux d'homicides de certaines villes sud-africaines (Le Cap, Port Elizabeth) figure parmi les plus élevés au monde.

Cours : Des territoires traversés et remodelés par des mobilités complexes (p. 262-263)

À quels types de mobilités l'Afrique australe est-elle confrontée ?

1 - Des flux migratoires complexes

Les flux migratoires sont nés de l'économie minière. La colonisation et l'apartheid avaient organisé un système migratoire international visant à alimenter les entreprises minières. Ce système, associé à l'aménagement de voies ferrées vers le Gauteng, garantissait l'acheminement d'une main-d'œuvre bon marché en provenance des campagnes sud-africaines et des pays voisins (Mozambique, Lesotho, Eswatini, Malawi) vers les mines.

Ces flux migratoires ont favorisé la transition urbaine. Celle-ci fut précoce en Afrique du Sud, au Botswana et en Namibie. Aujourd'hui, le Gauteng et les métropoles littorales polarisent les flux : Johannesburg (5 millions d'habitants), Le Cap (4 millions) et Durban (3,7 millions). Les travailleurs en provenance des régions pauvres (province du Cap de l'Est) et des pays voisins continuent de vivre dans les anciens townships, hostels et bidonvilles. Près des frontières, certains camps de réfugiés hérités de conflits anciens (Mozambique) n'ont pas disparu.

De nouveaux réseaux migratoires émergent. Leur extension vers le centre et l'ouest de l'Afrique illustre la fascination exercée par le modèle de consommation sud-africain à l'échelle continentale. Les flux migratoires se féminisent et alimentent différents secteurs : commerce informel, travail domestique, prostitution. Toutefois, les pays de la région sont aussi touchés par le brain drain, surtout le Zimbabwe dont un tiers du personnel médical vit à l'étranger (Afrique du Sud, Royaume-Uni).

2 - L'émergence des mobilités touristiques

Les Sud-Africains dominent les flux touristiques régionaux. Ils représentent la première nationalité de touristes en Afrique australe. Malgré une certaine démocratisation, ce tourisme reste dominé par les classes blanches et aisées. En Afrique du Sud, le nombre annuel de touristes nationaux tend même à stagner autour de 10 millions, ce qui illustre les limites de l'émergence. Les touristes internationaux proviennent surtout des États-Unis et d'Europe.

Les territoires touristiques sont variés. Dès l'époque coloniale, il existe un tourisme fondé sur les safaris et la chasse au trophée. Les grands parcs nationaux demeurent des moteurs d'attractivité internationale (Afrique du Sud, Namibie, Botswana, Zimbabwe). Le Lesotho et l'Eswatini restent en marge mais le Mozambique s'affirme grâce à ses plages. Le tourisme mémoriel se développe en lien avec le patrimoine de l'apartheid (township de Soweto, île-prison de Robben Island). Les plages du Cap et de Durban suscitent plutôt un tourisme national.

L'Afrique du Sud concentre les infrastructures. L'aéroport de Johannesburg est le plus fréquenté d'Afrique (21 millions de passagers en 2017). Celui du Cap arrive en 3e position. La Coupe du monde de football 2010 a été l'occasion de moderniser les infrastructures (nouvel aéroport à Durban). L'essentiel des flux à destination des pays voisins transite par ces trois hubs, ce qui reflète le rôle central joué par l'Afrique du Sud dans l'organisation de l'espace régional.

3 - Les nouvelles inégalités territoriales

Les mobilités renforcent l'opposition entre centres et périphéries. L'Afrique du Sud polarise les mobilités, ce qui reflète son statut de puissance insérée dans la mondialisation. En 2017, elle a accueilli 10 millions de touristes et 4 millions d'étrangers vivaient sur son sol. Son influence se traduit aussi par les forts investissements sud-africains dans le secteur touristique des pays voisins (hôtels au Mozambique). Le développement de certains États est très dépendant des remises envoyées par leurs travailleurs émigrés (Lesotho).

Les migrations internationales peuvent être source de tensions. L'Afrique du Sud et le Botswana cherchent à limiter l'immigration (reconduites à la frontière, aménagement de barrières frontalières). Redoutant une déstabilisation des conditions d'emploi de la main-d'œuvre (chômage, baisse des salaires locaux), ils se montrent peu favorables à l'évolution de la SADC vers un espace de libre circulation des personnes. Régulièrement, des vagues de xénophobie débouchent sur l'agression d'immigrés.

À l'échelle locale, le tourisme est parfois facteur d'inégalités et de conflits d'usage. La volonté de transformer certains parcs en sanctuaires animaliers a conduit les autorités à forcer leurs habitants au déménagement (Afrique du Sud, Botswana, Namibie). La chasse aux « Big Five », coûteuse et réservée à une élite économique blanche internationale, suscite régulièrement l'indignation mondiale. Cependant, elle reste souvent légale car source de revenus pour les États d'Afrique australe.